

PETIT OUI N° 104

Prier pour la paix ? Oui ! Mais sans mensonge !

Suite à l'action militaire russe en Ukraine, le président de la conférence des évêques de France, Mgr de Moulins-Beaufort, archevêque de Reims a émis une déclaration appelant à la prière pour la paix. S'il convient de répondre à cet appel de bon sens, il convient de remarquer que la déclaration est viciée par un mensonge historique typique de la mentalité de soumission à la doxa mainstream assénée par la caste au pouvoir en Europe. Voici le début litigieux de la déclaration de l'archevêque puis un article historique de X. Moreau - On aurait pu aussi citer R. Dumas ou H. Védrine

Déclaration de Mgr de Moulins-Beaufort (début)

La décision du Président de la Fédération de Russie d'intervenir militairement en Ukraine enclenche un processus de guerre qui suscite en nous une immense inquiétude. La Fédération de Russie, quoi qu'il en soit de ses raisons, brise unilatéralement un processus de paix engagé depuis des années et viole le droit international ; les Ukrainiens défendent leur pays, avec ce qu'il représente d'histoire et culture, de marche dans la dignité vers la liberté. Les Européens savent que la guerre n'est jamais une solution. Ils savent aussi qu'il ne peut y avoir de paix sans justice ; de nos jours, la justice passe par le respect du droit international.

A la suite du pape François et en union avec les évêques de France, j'appelle les catholiques de France à prier pour les Ukrainiens et pour le retour de la paix en Ukraine, pour toutes les victimes de la violence aveugle que porte la guerre [...].

Xavier Moreau, fondateur du centre d'analyse politico-stratégique Stratpol, rappelle les faits (25 février 2022) :

“Il faut revenir sur l'histoire de ce conflit, et surtout des accords de Minsk. Ceux-ci ont été signés il y a maintenant sept ans, quasiment jour pour jour, et ont été validés par une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu. Or, dans ces accords, il y avait une date de péremption, c'est-à-dire que tout ce qui était exigé vis-à-vis de Kiev –qui a signé ces accords après avoir perdu la guerre, notamment lors de la bataille de Debaltsevo– devait être exécuté d'ici à décembre 2015.

Cela fait donc sept ans que la Russie patiente et demande à Kiev de respecter les accords de Minsk, réclame à la France et à l'Allemagne de les faire respecter par Kiev puisqu'elles en étaient garantes. En outre, comme il y a une décision du Conseil de sécurité de l'Onu, personne ne peut en sortir. Ni l'Ukraine, ni même la France, les États-Unis ou l'Angleterre et les membres des Nations unies qui étaient signataires de cette résolution et qui devaient obliger l'Ukraine à les appliquer. Cela n'a pas été fait!

Je pense que Vladimir Poutine avait un plan B et que ce plan B est ce à quoi nous assistons. Lorsque Vladimir Poutine a commencé à négocier il y a quatre mois, à pro-

poser des garanties de sécurité, lorsqu'il a accepté de relancer il y a quelques semaines le format Normandie avec les conseillers diplomatiques qui se sont réunis à Paris et à Berlin, lorsqu'il a rencontré Emmanuel Macron, lorsqu'il a eu un entretien avec Scholz et a rencontré Blinken, il était possible d'éviter que la Russie passe à ce plan B.

Malheureusement, cela n'a absolument rien donné. On a même eu des situations totalement grotesques, comme lors de la conférence de presse à Kiev avec Volodymyr Zelensky où Emmanuel Macron a apporté son soutien aux combattants ukrainiens qui étaient sur le front depuis 2014. Je pense que là, Vladimir Poutine a compris que jamais ni Paris ni Berlin ne feraient pression sur l'Ukraine pour qu'elle applique les accords de Minsk.

Dans la mesure où, une fois de plus, Kiev se mettait à bombarder toute la ligne de front dans le Donbass, ils ont décidé de passer au plan B. Je ne vous cache pas quelle a été ma surprise. Je pensais que la riposte russe serait plus proportionnée. Désormais, l'objectif est annoncé: c'est dénazification et démilitarisation. C'est-à-dire que si cela continue ainsi, dans trois jours, il n'y aura plus que des lance-pierres en Ukraine.

[...] Pour moi, il y a bien sûr la responsabilité du gouvernement ukrainien. Cela dit, lorsque Zelenski s'est fait élire Président, il est arrivé sur un programme de réconciliation avec la Russie et de réconciliation avec les russophones. Il a fait exactement comme son prédécesseur Porochenko qui, lui aussi, en 2014, est arrivé avec un programme de réconciliation. Il a au contraire fait un programme de persécution de la langue russe, de persécution des Russes, de mise en avant des soi-disant héros de la Deuxième Guerre mondiale qui étaient des collaborateurs nazis, comme Stepan Bandera ou Roman Choukhevytch. Il a fait absolument le contraire de ce pour quoi il a été élu.

Malgré tout, si la France et l'Allemagne avaient fait leur travail, c'est-à-dire de faire pression sur Kiev pour l'application des accords de Minsk, il n'y aurait pas eu d'autre alternative pour Kiev que d'obéir à ces injonctions sous peine de perdre l'aide européenne. Même les plus radicaux de l'entourage de Zelenski auraient dû se soumettre et enfin appliquer les accords de Minsk. Donc, je pense que la responsabilité est partagée.

[...] Rendez-vous compte qu'Emmanuel Macron est rentré de Kiev sans même un échange de prisonniers, ce qui avait été le cas il y a quelques années. Par ailleurs, à aucun moment dans cette conférence de presse il n'évoque avec Zelenski les points des accords de Minsk. Ils sont pourtant très précis, avec une chronologie. Il doit y avoir un échange de prisonniers, une amnistie, un changement dans la Constitution ukrainienne, la prise d'un statut d'autonomie du Donbass, des élections locales et ensuite seulement la restitution à l'Ukraine de ses frontières. Emmanuel Macron n'a évoqué aucune de ces questions!

Je pense qu'il porte une responsabilité particulière, davantage que Scholz, qui vient d'arriver et qui récupère les dossiers au débotté. Le grand perdant, celui qui a provoqué cet échec –parce que le recours à la force militaire est un échec–, c'est incontestablement Emmanuel Macron